

La Chronique des livres 2001

sous la responsabilité de Camille Goirand

Comptes rendus et recensions

Roger BASTIDE, *Éléments de sociologie religieuse*, Paris, Stock, 1997 204 p. [1^{ère} Édition 1935]

Quelle est l'actualité et l'utilité aujourd'hui d'un livre de sociologie religieuse publié en 1935 ? C'est avec cette question que l'auteur de ces lignes a abordé l'opus de Roger Bastide. La question est en partie irrévérencieuse dans la mesure où Bastide est un « classique » et que le livre en question a visiblement été publié comme tel, soit comme commémoration, soit afin de rééditer une pièce épuisée, importante d'une œuvre plus large. La question n'en reste pas moins utile pour évaluer le livre et pour organiser sa recension.

Comme son nom l'indique, le livre de Roger Bastide est destiné à poser les bases d'une analyse sociologique de la religion. Le livre cherche donc, non pas à être une contribution pointue sur le thème, mais plutôt une œuvre générale, solide et un tant soit peu exhaustive. Le texte est organisé en treize chapitres répartis en quatre grandes parties. Après une introduction méthodologique, l'auteur dédie une première section aux problèmes de définition de l'objet d'étude. Dans une deuxième partie, il définit les éléments qui constituent la religion. Dans une troisième partie, il étudie les systèmes religieux et leur interactions avec la géographie, le monde social et le politique. Dans une dernière section, Bastide se penche sur le problème de l'évolution des religions, à leurs origines et leur changement.

Par certains aspects, le travail de Bastide a mal vieilli. Cela est le plus clair dans l'usage de certains termes et concepts (les « non-civilisés », les « primitifs ») ainsi que dans les discussions de certaines théories ou idées (l'influence du climat ou de la race sur la religion notamment). Hormis cela, l'œuvre a étonnamment bien vieilli, tels les grands vins avec le temps. Elle est tout d'abord extrêmement bien organisée et écrite, ce qui est important et des plus utiles, pour les novices en particulier. Ensuite, l'auteur fait preuve d'une pluridisciplinarité impressionnante. Il jongle avec les disciplines avec naturel, finesse et une connaissance encyclopédique. Enfin, le livre de Bastide a même gagné du fait même des années : le texte est devenu en effet un

instrument utile et de grand intérêt pour voir comment est façonnée la sociologie, comment ses fondateurs pensaient et comment ils posèrent les bases de la discipline.

Si le livre a donc globalement bien vieilli et est tout à fait adéquat comme introduction au sujet, la réédition tel quel, sans quelque modification ni addition, elle, désarçonne. L'œuvre aurait gagné à être précédée d'une introduction contemporaine, voire même d'un appareil critique. Il manque une présentation de l'auteur, de son œuvre et de la place de ce livre dans sa pensée. Il manque aussi une réflexion sur le livre, sa valeur et sa place dans la sociologie. Idéalement on aurait même posé quelques pistes de lectures pour stimuler le lecteur. Quoique décevant, ce manque ne prêterait évidemment en rien le livre. Cet opus de sociologie de la religion de Bastide est donc à lire, à utiliser et à recommander sans retenue.

Éric MORIER-GENOUD

Michel CAHEN, ed., *Pays lusophones d'Afrique. Sources d'information pour le développement : Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, São Tomé e Príncipe*, Paris, Ibiscus, 2000, 221 p.

Voilà un outil de travail impressionnant, dont on se demande dès les premières pages comment on a pu s'en passer jusqu'à présent. C'est un répertoire dûment ordonné et raisonné des institutions et organismes, publics pour l'essentiel, mais aussi associatifs ou privés, auxquels peut avoir recours le chercheur, spécialiste ou occasionnel. Cela va des ministères aux banques, des instituts sur la pêche aux archives nationales, de la presse ou des radios aux centres de ressource des ONG, des départements universitaires aux missions diplomatiques et aux principaux bureaux d'études... Chaque référence fait l'objet d'une fiche descriptive normalisée, aussi précise que possible (adresse postale et électronique lorsqu'il y a lieu, téléphone, fax, nom du responsable, type d'information disponible...) et qui pousse l'aspect pratique jusqu'à indiquer, quand c'est possible, les jours et heures d'ouverture au public.

On sent la patte du coordinateur de l'ouvrage dans nombre de notules de caractérisation, qui permettent en quelques mots de situer l'organisme cité, de le mettre en exergue ou au contraire de relativiser sans trop y paraître son intérêt particulier : à l'évidence, c'est en grande partie son propre carnet d'adresses qu'il met ainsi à notre disposition. C'est tout à fait précieux. On regrette pourtant (voire d'autant plus), parfois, en soupçonnant un légitime devoir de réserve et un louable souci de neutralité informative, que ces notules soient souvent moins enlevées, moins vives, pour les entités situées dans les pays lusophones d'Afrique à proprement parler, et notamment en Angola, que pour celles sises au Portugal même ; mais peut-être ne pouvait-il guère en aller autrement, compte tenu de la situation encore si délicate que l'on y vit.

Mais l'intérêt de l'ouvrage ne s'arrête pas là. Il comporte aussi un répertoire des meilleurs sites Internet sur les pays concernés, résultat d'une pêche miraculeuse puisque les filets sont parfois allés les chercher dans les endroits les plus improbables, du Mexique à l'Afrique du Sud ; et à leur sujet, le bref commentaire de présentation semble particulièrement bienvenu. La bibliographie d'accompagnement sait aussi retenir l'essentiel et souligner justement les caractéristiques principales de chaque titre proposé. Quant au texte introductif de chaque pays, que signe le coordinateur et que complète à l'occasion une présentation spécifique d'un thème particulier par une autre plume, il tente une synthèse des lignes de force de la situation présente et des grandes tendances de l'évolution récente, ce qui n'a rien d'aisé, et il y réussit le plus souvent assez bien (quitte à s'y prendre à deux fois, pour tenter de rendre compte des derniers développements d'une actualité parfois cahotique). Il faut la vaste culture sûrement maîtrisée de Michel Cahen sur l'ensemble de l'aire concernée pour y arriver aussi clairement.

Le Portugal a heureusement sa place, en début de volume, comme terre d'information incontournable. L'Afrique du Sud aussi, comme en pendant, à la fin de l'ouvrage. Le Brésil n'est pas absent mais, tout de même, sa place semble bien modeste et l'on se demande s'il n'est pas quelque peu sous-représenté... L'ambition du département du ministère français des Affaires étrangères, à l'initiative duquel cet ouvrage voit le jour, est de le traduire rapidement en portugais et de le placer sur le Net sur le site www.ibiscus.fr. Cela semble en effet un double projet nécessaire, surtout si un suivi périodique permet d'en actualiser des références que la version papier aura plus de mal à accompagner. En attendant... profitons tous du meilleur carnet d'adresses commenté qui nous soit ainsi offert !

François GUICHARD

Celso CASTRO, *A Proclamação da República*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar, 2000, 86 p. (« Descobrimdo o Brasil »).

Le centenaire de la Proclamation de la République en 1989 avait surtout achevé de démystifier, voire de dénigrer, ce moment de l'histoire du Brésil. La synthèse de Celso Castro, dans un petit volume astucieux, permet d'en comprendre l'essentiel. Cet auteur est un des meilleurs spécialistes de l'Armée au Brésil et il reprend ici des éléments développés dans *Os militares e a República*, publié en 1995 chez le même éditeur. La chute de l'Empire est le fruit d'une conspiration militaire dans laquelle les civils n'interviennent qu'une fois que le changement de régime est consommé. Celso Castro décrit un groupe de jeunes officiers, la *mocidade militar*, victime d'une double marginalisation : minoritaire dans l'Armée par rapport à des officiers sortis du rang, ces soldats sont passés par l'école de la Praia Vermelha. Ils vouent un culte à la science et se convertissent logiquement (dans les années 1875) à la république, seul régime conforme à la raison à leurs yeux. En tant que militaires, ils partagent en outre avec l'ensemble de leurs camarades le sentiment de n'occuper qu'une place subalterne dans une société impériale dominée par les *bacharéis* en droit. Lorsque le mécontentement corporatiste contre le gouvernement se réveille en 1886-1887 (temps de la « Question militaire »), la *mocidade militar* profite de l'aubaine. Celle-ci transforme une agitation conjoncturelle en révolution politique, et se dote d'un leader, Benjamin Constant Botelho de Magalhães, dont Celso Castro tient à souligner qu'il a été un « héros malgré lui ». Ce positiviste peu politisé a été en quelque sorte élu par ses élèves pour ce rôle. *A Proclamação da República* est un ouvrage précieux, clair et percutant. On a cependant le sentiment que le mois de novembre 1889 ne saurait se réduire entièrement à un épisode militaire, comme l'affirme la thèse de l'auteur qui, par choix, n'évoque que très peu le reste de la société, sinon brésilienne, du moins carioca. On aurait aimé qu'un auteur aussi qualifié que Celso Castro s'interroge davantage sur le bien-fondé de la phrase célèbre d'Aristides Lobo, décrivant un « peuple *bestializado* » par la déposition du président du conseil et la déchéance de la famille impériale.

Armelle ENDERS

Yves CHARBIT, Marie-Antoinette HILY et Michel POINARD (avec la collaboration de Véronique PETIT), *Le va-et-vient identitaire, Migrants portugais et villages d'origines*, Paris, INED, 1997, 144 p. (« Travaux et documents », 140).

Cet ouvrage présente une étude multidisciplinaire d'un groupe d'immigrés maintes fois étudiés en France : les Portugais. Cependant, cette étude s'inscrit dans un courant très novateur de la recherche sur les migrations internationales. Les auteurs analysent les logiques de construction des processus migratoires sur les deux espaces nationaux de départ (le Portugal) et d'arrivée (la France). Plus précisément, ils montrent comment se mettent en place les stratégies des migrants depuis leur village natal. A partir de cette forte tradition d'émigration des ruraux portugais se

constitue une « culture », un « savoir-faire », leur permettant de rentabiliser cette mobilité tant sur le plan professionnel que sur le plan socio-culturel. Les « pratiques

de va-et-vient » entre les deux pôles migratoires s'insèrent ainsi dans un processus où le migrant est un acteur social global.

Une partie très intéressante de l'ouvrage analyse le rôle et le poids de l'émigration au niveau local. Dans ces villages un temps désertés, les migrants reviennent périodiquement ou de façon définitive et ils participent à la vie collective. Les auteurs qualifient leur action de « conservatisme modernisé ». Leur mode de vie est influencé à la fois par la culture paysanne locale d'antan et par leur expérience migratoire, ignorant l'évolution actuelle du Portugal urbain qui tente de rattraper les autres pays de l'Union européenne. Ainsi le fossé se creuse entre ces deux Portugal où l'émigration ne joue plus le rôle moteur d'autrefois.

Dans cette perspective, on regrette que les auteurs ne s'attardent pas plus sur la construction et les référents de l'identité portugaise, spécialement chez les migrants. En effet, bien que ces derniers conservent un lien très fort avec leur pays d'origine, ils sont de plus en plus méprisés par leur compatriotes qui souhaitent montrer une image plus moderne de leur pays. Dans le même sens, la problématique de l'existence des cultures étrangères en France à travers l'exemple de la communauté portugaise reste à approfondir. Bien sûr, la difficulté réside dans l'étude simultanée des deux sociétés dans lesquelles évoluent les migrants. Il reste donc à multiplier ce type de recherche où le migrant est acteur et sujet de ce phénomène transnational.

Francine VIEIRA

António CRAVO, *Les Portugais en France et leur mouvement associatif (1901-1986)*, Paris, CIEMI-L'Harmattan, 1995, 208 p. (« Migrations et changements »).

António Cravo tente ici de reconstituer l'histoire des immigrés portugais en France, non pas depuis le début du XX^e siècle comme le titre l'indique mais après la Première Guerre mondiale. L'année 1901 figurant dans le titre fait référence certainement à la Loi sur les associations, si bien que l'année marquant une véritable avancée en matière de liberté d'expression et d'association pour les étrangers en France reste 1981, moment où le décret du 12 avril 1939 a été abrogé.

À travers la description du parcours migratoire, de l'installation des migrants et de la constitution du mouvement associatif, on s'aperçoit que l'intégration de cette « communauté invisible » n'est pas aussi évidente qu'on a pu le croire. Bien que l'acculturation des populations issues de l'immigration soit perçue de façon positive (l'auteur parle de « partage », de « réciprocité » vis-à-vis de la société française), plusieurs parties de l'ouvrage sont consacrées aux problèmes rencontrés par ces « Portugais déracinés » : l'exploitation, le rejet, le racisme, la discrimination, les conflits culturels, etc. D'après l'auteur, ces difficultés sont à l'origine d'une angoisse pathologique chez ces migrants. Dans cette perspective, on ne comprend pas bien le lien fait avec les associations qui n'apportent pas de réponse suffisante, et en plus elles ne posent pas clairement le problème. Aussi cette minorité silencieuse apparaît comme une communauté en repli, tournée essentiellement vers le pays et la culture d'origine.

D'ailleurs, l'insertion des associations au Conseil des Communautés Portugaises en 1980 apparaît comme un aboutissement pour la communauté portugaise installée en France. Elle marque son institutionnalisation dans la société portugaise, un objectif tout autre qui ne répond pas à la problématique de l'intégration dans la société d'accueil. En passant sans cesse de la situation en France à la situation au Portugal, A. Cravo décrit bien la réalité vécue par les migrants portugais qui se positionnent entre deux sociétés, mais l'auteur ne nous éclaire pas sur les logiques qui conduisent à la constitution de ces associations et à leur évolution.

Il n'en reste pas moins que cet ouvrage constitue un précieux témoignage sur les mutations internes de quatre générations successives de migrants portugais. En essayant de porter un regard scientifique sur ce groupe, António Cravo, lui-même émigré portugais, acteur, militant du milieu associatif nous offre ici un récit rare dans la mesure où généralement les immigrants n'ont pas la possibilité d'entreprendre ce type de travail.

Francine VIEIRA

Camille GOIRAND, *La politique des favelas*, Paris, Karthala, 2000, 370 p. (« Recherches internationales »).

Qu'est-ce que la politique pour les *favelados* de Rio de Janeiro dans les années de consolidation démocratique qui ont suivi l'avènement en 1985 de la « Nouvelle République » ? Que signifie le passage de la dictature militaire au pluralisme démocratique pour les pauvres de la grande métropole brésilienne, alors que l'extension du droit de suffrage les transforme en enjeu ou en réservoir de voix ? Quelles sont les conséquences de l'exclusion sociale sur le lien politique ?

C'est à ce large programme que s'est attaquée Camille Goirand dans une thèse soutenue à l'Institut d'Études Politiques de Paris et heureusement convertie en livre. Il faut saluer les vigoureuses qualités d'exposition de l'auteur qui parvient à s'adresser à un public composé à la fois de politistes peu au fait des questions brésiliennes et de brésilianistes ignorants des grands débats contemporains de la science politique. Le souci de mettre perpétuellement en correspondance l'expérience empirique (et courageuse...) dans les favelas de Nova Holanda (Complexo da Maré) et da Pedreira (Pavuna) avec des considérations plus générales sur le Brésil et des rappels théoriques très bien venus, est un des atouts de cet ouvrage.

Un des points de départ de la recherche a été l'essor, puis l'essoufflement, des associations d'habitants des favelas entre les années 1970 et 1990. La première partie plante le décor, rappelle comment se sont développés les bidonvilles de Rio de Janeiro, quelles ont été les politiques publiques dans ce domaine, comment les expulsions et déplacements autoritaires de favelas, particulièrement sous le régime militaire, ont provoqué la prise de conscience et l'organisation des *favelados*. Si la Nouvelle République a mis fin à cette phase brutale, il ne faut pas oublier que la transition démocratique s'est effectuée par le haut et que les nouveaux mouvements sociaux qui émergent à cette époque n'ont joué qu'un rôle négligeable dans les changements à la tête de l'État.

Camille Goirand souligne que l'abandon de l'éradication des favelas et les tentatives d'urbanisation sans déplacement de population sont loin d'avoir mis fin aux ségrégations de tous ordres dont sont victimes les habitants de ces quartiers « hors la ville ». Le plan municipal « *favela-bairro* », lancé en 1994, s'efforce ainsi d'atténuer la frontière entre « l'asphalte » et les « *morros* » (notamment par le raccordement aux infrastructures urbaines), tout en affirmant la spécificité des seconds. Malgré ces efforts, la favela continue d'être considérée comme une déviance et les fantasmes sur les pauvres, identifiés aux délinquants, non civilisés, à l'« instinct », à la violence, n'en finissent pas d'alimenter l'imaginaire et les peurs sociales au Brésil (p. 101-104). L'attitude des pouvoirs publics vis-à-vis des « disqualifiés sociaux » a toujours revêtu trois caractéristiques : la criminalisation de la pauvreté, la constitution de la favela comme un lieu irréductiblement à part, la mise en place d'une politique de tutelle. Les pauvres sont réduits à une catégorie *outclass* (plus qu'*underclass*) homogène – alors que les favelas abritent des contrastes sociaux importants et sont marquées par une fragmentation intense – et définis par leur isolement social.

La seconde partie traite des « luttes sociales dans les favelas » et fait surtout l'historique des associations d'habitants. À l'origine de la mobilisation des années

1970 se trouve la peur de l'expulsion ou le traumatisme qu'a constitué le relogement forcé des *favelados*. Nova Holanda, étudiée par l'auteur, est née sur les broussailles d'un Centre d'habitation provisoire, où les pouvoirs publics ont installé en 1961 des populations chassées *manu militari* des baraquements qu'elles occupaient et dont ils ont confié la tutelle à la Fondation Léon XIII. Pour les habitants, la naissance du quartier est concomitante à la création en 1984 d'une association d'habitants débarrassée de la tutelle de la hiérarchie catholique (p. 133). Pedreira, le second cas, résulte en revanche d'une occupation illégale de terrains vagues, au plus fort de la répression. Son association, dont l'apparition en 1977 doit beaucoup cette fois-ci à un curé espagnol, s'inscrit dans la vague de résistance au déplacement des favelas et à la multiplication des associations de *favelados* qui sont 327 en 1988 (p. 117). Les associations de quartier se sont ensuite fédérées, en 1979, en un front indépendant de l'administration et du gouvernement (la FAFERJ), une sorte de rupture dans des relations marquées depuis toujours par le clientélisme et les transactions entre « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas ». Les années 1990 sont en revanche marquées par le déclin de l'élan associatif, l'émiettement du mouvement, sa routinisation en pur relais de la municipalité à partir des années Brizola. Une fois les objectifs prioritaires atteints, c'est-à-dire la fin des expulsions, et une amélioration certaine des conditions de vie dans des favelas, les associations s'étiolent, quand elles ne subissent pas la pression du narcotrafic, conquérant depuis une vingtaine d'années.

La troisième partie de l'ouvrage examine les conditions concrètes du jeu démocratique dans les deux favelas étudiées. Camille Goirand confirme « l'incompétence politique » de populations dont le vote est guidé par la « tête » des candidats, le degré de sympathie variable et impressionniste qu'ils inspirent, plus que par leur étiquette et leurs idées. La complexité des opérations de vote achève de dérouter des électeurs désabusés, démarchés par les traditionnels « *cabos eleitorais* » au service des candidats. Si la différence entre le régime militaire et la démocratie restaurée ne saute pas aux yeux des *favelados*, ceux-ci placent cependant très haut l'idéal démocratique, recourent *ad libitum* aux mots de « communauté » ou de « citoyen ». De l'exclusion naît la conception d'un lien politique réduit à l'horizon du quartier : « L'indifférence vis-à-vis de la politique dans les favelas de Rio de Janeiro ne signifie pas que leurs habitants ne soient pas animés de cette préoccupation pour la chose publique et de cette conscience de l'appartenance, mais plutôt que la citoyenneté se construit sur un engagement public limité au quartier et à l'identification d'un intérêt commun communautaire, sur fond d'exclusion », p.341. La démocratie incomplète a fini par générer ses propres formes de ségrégation : du côté des mornes, l'absence de monopole légitime de la violence et sa diffusion parmi les pauvres crée de nouveaux types de sociabilité ; la loi semble un arrangement destiné à servir les riches ; enfin, vu de l'« asphalte », les droits sociaux semblent des droits « réservés aux pauvres » et perdent ainsi toute efficacité intégratrice.

Le retour au pluralisme politique a-t-il renforcé le vieux clientélisme, l'échange inégal entre l'élu et ses électeurs ? Camille Goirand estime que oui, d'autres chercheurs ont trouvé sur leur terrain (comme Dominique Vidal dans un quartier de Recife) matière à un constat plus nuancé. Le débat reste ouvert. La bibliographie sur le sujet au Brésil est dominée par le paradigme du *coronel* rural et les études manquent sur les rapports de patronage en ville, sans doute parce que les sources sont très fragmentaires. Plutôt que l'ouvrage classique de Vitor Nunes Leal (résumé p.195-196) - qui ne peut guère servir à réfléchir sur les grandes métropoles brésiliennes -, les travaux d'Américo Freire sur les élites politiques (surprenantes) du District fédéral de 1900, de Michael Conniff sur les associations de Rio de Janeiro dans les années 1920, de Carlos Eduardo Sarmiento sur Pedro Ernesto (le « bon docteur » qui voulut intégrer les *favelados* à la vie de la cité vers 1935 aurait mérité une évocation) auraient pu aider à dresser un cadre plus adapté à l'étude du

clientélisme urbain à Rio de Janeiro. Sans doute aurait-on aimé croisé dans le livre d'autres organisations que les associations d'habitants, comme les Églises pentecôtistes. Ces remarques ne sauraient entamer en rien la richesse et le caractère stimulant, bien qu'assez pessimiste, de la lecture de la *Politique des favelas*.

Eduardo Moreira de SOUZA

François GUICHARD, *Rótulos e Cartazes no Vinho do Porto*, Lisbonne, Edições Inapa, 2001, 150 p., ISBN : 972-8387-89-X (« Portucale »).

During a recent conference in Porto (« A Vinha e o Vinho na Cultura da Europa ») participants were invited to visit the historical exhibition and archives of the wine firm of A.A. Ferreira. While examining the outstanding presentation of illustrations and documents I noticed a group of colleagues intently listening to an ebullient presentation concerning an enlarged wall-poster of one of Ferreira's wine bottle labels. I joined them and discovered that the speaker was François Guichard, author of many valuable studies focused on northern Portugal and the port wine region. Most of the audience had never paid much intellectual attention to such labels, but Guichard quickly won our attention through a penetrating analysis uncovering the many messages present in the scene depicted. I left the group with the awareness that a new avenue of thinking had been opened in the multi-faceted field of wine studies.

When I later opened *Rótulos e Cartazes* the first image encountered was the Ferreira label [p. 6]. The techniques of analysis utilized by Guichard in his discourse were even more acutely presented, and served as a model for the succeeding examinations of other labels. Guichard provides a clear historical elaboration of the evolution of port wine labels and advertisements. Wine into the eighteenth century was shipped in barrels and consumed quickly before spoilage occurred. Bottles and corks then appeared, but only for the best wines. Consumers looked to their wine merchants to guarantee quality. From the mid-nineteenth century, when vineyards were ravaged by diseases (oidium and phylloxera), the resulting influx of low-quality and adulterated wines shook consumer confidence. The crisis began the slow development of labels designed to promote qualities of bottle contents and to capture consumer attention. The messages carried became more complex as wine-growing countries created the complex regulations enforced in demarcated regions.

Guichard insightfully explains how labels reflect the political, social, and economic environment of their particular era, dividing their evolution into three important periods. The « tempo da exuberância », before World War I, reflected the zestful era of free expression when producers sought to win a privileged elite of male consumers. Labels utilized the art of the time to produce outstanding labels. Next came the period of « emblemática » when the war and subsequent harsh economic times starkly diminished demand for port wine. As wine's share of national economy value declined, producers had to turn away from approaches aiming to distribute a luxury item. National wine systems were reorganized and improved, with more information about content appearing on labels. The beneficial qualities of wine were stressed for societal members of all ages and ranks. Consumption became a patriotic duty. Instead of drinking a port that provided « alegria aos tristes e audacia aos timides » [p. 42] an imbiber was urged to « beber vinho é dar o pão a 1 milhão de Portugueses ». Art forms also altered, with labels becoming clearer and less-colored. The path to a unified, symbolic identification of a particular wine firm emerged with the Sandeman cloaked figure. After market conditions for wine improved during the 1960s and 1970s, when new markets and consumers appeared, the era of « sofisticação » emerged. Labels stressed information to allow consumers to chose among the many wines offered in supermarkets. Label art became more abstract or

depicted illusions stimulating consumer decisions.

Rótulos and Cartazes provides both a captivating artistic presentation and a stimulating intellectual experience. The striking illustrations blend with Guichard's analysis to open a new vista for wine historians accustomed to work with the laconic surviving correspondence of port wine system participants.

November, 2001, Norman R. BENNETT

François GUICHARD, ed., *Articulation des territoires dans la péninsule ibérique*, Bordeaux, PUF de Bordeaux, 2001, 506 p.

Ce volume est le quatrième d'une série de publications qui présentent les résultats d'un programme quadriennal (1995-1998) de recherche pluridisciplinaire – entreprise à l'initiative de géographes, il est toutefois regrettable que l'anthropologie n'ait pas été associée à cette recherche – en réseau trinational consacrée à l'articulation des territoires en péninsule ibérique (rappelons les trois volumes précédents : *La articulación territorial de la raya hispano-portuguesa* FRAH, Zamora, 1997, 22 p. ; *La frontera hispano-portuguesa : nuevo espacio de atracción y cooperación*, FRAH, Zamora, 2000, 313 p. ; *Itinerarios tranfronterizos en la Península Ibérica*, FRAH, Zamora, 2000, 298 p.). Point d'orgue d'une série de symposiums, séminaires et tables rondes qui ont eu lieu dans diverses villes des trois pays concernés, France, Espagne et Portugal, il réunit les actes des quatrième journées d'études tenues par le Centre d'études Nord du Portugal-Aquitaine, un des maîtres-d'œuvre du programme, à Bordeaux en novembre 1998. La problématique d'ensemble de la recherche porte sur l'analyse des changements intervenus sur ces très anciennes frontières du Sud-ouest européen, les Pyrénées et la *Raia*, depuis que l'Union européenne en a changé les statuts. À noter que la frontière est ici abordée sous l'angle de l'articulation, la charnière, plutôt que de la césure. Comme dans les ouvrages antérieurs, l'approche est croisée (diverses disciplines, trois langues) et privilégie l'étude comparative. Dans son introduction, F. Guichard montre que l'objectif en est d'apprécier les effets d'une double tendance dominante dans la dynamique territoriale de l'Europe : d'une part l'effacement des frontières d'État et d'autre part la montée en puissance de l'échelle régionale en matière de gestion et de prise de décision territoriales. L'analyse porte précisément sur les niveaux spatiaux de rang intermédiaire que sont les régions, sur la pratique territoriale, l'organisation spatiale et la culture des hiérarchies administratives à ce niveau scalaire.

L'étude des articulations entre les territoires s'effectue selon trois approches complémentaires : les types de territoires, les modes d'articulation et les processus de transformation. Elle met en évidence l'emboîtement actuel ou la superposition dans l'espace des articulations aux contours évolutifs. Les marges constituent un espace revendiqué comme référence identitaire et vécu parfois de façon contradictoire entre la fluidité des réseaux de relations interindividuelles et la rigidité des appartenances territoriales. D'où l'importance de l'articulation des pouvoirs sur les territoires et les difficultés à prendre en compte des dynamiques de flux qui modifient l'usage de l'espace. En conclusion F. Guichard s'interroge sur la « pertinence des niveaux de la hiérarchie territoriale » dans un monde en mutation et sur la « définition de plus en plus évolutive des niveaux référentiels ».

Malgré le soin avec lequel ce volume a été composé et la subtilité des assemblages au sein de chaque partie et sous-partie, il n'échappe pas complètement au reproche d'hétérogénéité. Il est aussi regrettable que le corpus de figures, cartes et diagrammes, particulièrement copieux puisqu'il couvre un cinquième du volume, ait été relégué à la fin et non pas intégré à chaque chapitre. Cependant, il est certain que la série complète des quatre volumes constitue un apport précieux et fécond à la problématique de l'espace et du territoire dans le développement de régions frontalières, et à celle des dynamiques identitaires dans les zones de contact au sein

d'une Union européenne en cours de construction.

Colette CALLIER-BOISVERT

Brigitte LACHARTRE, *Enjeux urbains au Mozambique. De Lourenço Marques à Maputo*, Paris, Karthala, 320 p., photos en noir et en coul., ISBN : 2-84586-090-0 (« Hommes et sociétés »).

Uma leitura indispensável e agradável para os que pesquisam ou intervêm no espaço urbano em Moçambique ou que se interessam pela problemática urbana africana. Para além de uma visão global sobre a questão no país, esta obra proporciona-nos uma reflexão actualizada sobre a capital revisitando o passado para entender o presente. Vem assim juntar-se a publicações de referência relativas ao período colonial (em particular sobre a capital) ao mesmo tempo que vem colmatar a inexistência de ensaios críticos de envergadura sobre as concepções e práticas urbanas no Moçambique independente. *Les enjeux urbains au Mozambique* são abordados numa perspectiva histórica e interdisciplinar - condição da apreensão da sua crescente complexidade. Na procura das causas da actual « crise urbana », Lachartre privilegia a análise da economia política, das lógicas de acção e das representações das classes dirigentes, dos modelos urbanos dominantes, do governo das cidades, das situações socioeconómicas, sem todavia descurar a referência a apontamentos relevantes e reveladores do impacto destes determinantes nas configurações espaciais. O peso dos diferentes olhares disciplinares não é todavia idêntico nos três períodos abordados (colonial, de ideologia socialista, de liberalização económica e política). Os aspectos arquitectónicos aparecem sobretudo como testemunhos da época colonial, o que se pode explicar por serem as realizações em meio urbano durante o governo independente de inspiração socialista muito esparsas e por ser a sua emergência, no período seguinte, muito recente, não existindo ainda uma reflexão sistemática sobre a matéria.

A referência aos modelos urbanos dominantes embora presente nos três momentos é especialmente desenvolvida no curto período de ideologia socialista. No período colonial, Lachartre distingue os primeiros estabelecimentos portugueses costeiros da época mercantil, de inspiração feudal e fortificados, das cidades mais recentes criadas no contexto do capitalismo que emerge na África Austral no final do século XIX. Os dois principais centros urbanos, Beira e Lourenço Marques, crescem em torno de infraestruturas portuárias e ferroviárias ligados à expansão da economia mineira dos países vizinhos. A divisão socio-espacial e racial marca o seu desenvolvimento, mas intensifica-se em meados do século XX sob influência do modelo do apartheid urbano da África do Sul. A partir de então, planos, regulamentos e normas de construção reforçarão a segregação do espaço urbano. Com a independência, as primeiras medidas implementadas pelo governo de ideologia socialista, que mais afectaram a fisionomia socio-espacial das cidades, foram as nacionalizações da terra, que pôs fim ao mercado fundiário e à especulação, e a dos prédios de rendimento cuja administração passou a ser gerida por uma empresa pública, a APIE. A reorganização da cidade em bairros comunais insere-se na lógica dominante de controle e enquadramento pelo partido-Estado dos cidadãos e de toda a intervenção urbana. Com o objectivo de diminuir as desigualdades herdadas do colonialismo, os subúrbios passam a fazer parte administrativamente da cidade que envolvem, o que significa funções acrescidas para o novo poder urbano apesar dos seus recursos muito enfraquecidos. Os processos de reordenamento exemplares de dois bairros suburbanos, Maxaquene e Polana Caniço, no final dos anos 1970, são aqui uma vez mais bem retratados como paradigma de um modelo de intervenção participado e flexível que não terá todavia continuidade. Lachartre apresenta-nos ao longo de toda esta fase as principais instituições responsáveis pela intervenção urbana, suas diferentes concepções e os instrumentos de planificação

criados no contexto da estratégia socialista. Ressaltam as políticas voluntaristas visando eliminar a contradição cidade-campo e uma redistribuição mais equitativa dos homens e das riquezas, que se traduzem nomeadamente na elaboração de planos de estrutura das principais cidades e de planos parciais para as suas zonas de expansão. São apontadas como suas principais deficiências : a falta de informações de base e o dirigismo do Estado sem prática de negociação com outros actores. Todavia, por insuficiência de quadros e de meios, estes planos não são na sua maioria implementados nem contribuem para o controle da gestão do solo. Como factores agravantes, a que Lachartre dá menor relevância, lembremos, para além da guerra e da explosão urbana, as contradições existentes entre as várias instituições responsáveis. O lançamento das cooperativas das zonas verdes para abastecimento das cidades e a repressiva « Operação produção » que visava inverter os fluxos migratórios marcam o final desta fase. No período de transição que se segue e que tende à instauração da ordem liberal, assiste-se à progressiva privatização do parque imobiliário e dos serviços sociais, à densificação e rentabilização dos espaços centrais, à recondução da população sem recursos para a periferia, à substituição do planeamento físico pela gestão urbana, mas também à descentralização dos serviços e ao incentivo à participação das organizações cívicas independentes.

A crítica traçada por Lachartre ao período de ideologia socialista, assente numa análise dos discursos dos dirigentes e das suas estratégias, não refere alguns factores decisivos da crise que vale a pena recordar : a mudança de rumo a partir de 1977 determinada pelo papel crescente no partido e Estado dos quadros de tendência prosoviética, a deterioração dos termos de troca e a falta de apoio dos países de leste para fazer face à crise de meados dos anos 1980. No que respeita ao título « cidade socialista » escolhido por Lachartre para a sua análise das estratégias e acções do governo em meio urbano, embora mediático, é quanto a nós incorrecto. Com efeito, na escassa dezena de anos que se segue à independência dominada pela ideologia socialista, não existem condições para a produção efectiva de um novo tipo de cidade. Como a própria autora refere, estas páginas dão-nos conta não da cidade mas da utopia urbana socialista e suas diferentes concepções que presidem às medidas então programadas ou implementadas. Aliás, nos capítulos seguintes que abordam as transformações com vista à liberalização económica e política, Lachartre parece mais cautelosa não falando de uma cidade liberal, mas de uma « cidade em transição » ou de uma « cidade em construção » (*ville en devenir*).

A problemática urbana não se esgota nas lógicas, representações, estratégias, e (inter)acções dos decisores políticos e técnicos aqui abundantemente reconstituídas. Estas articulam-se e interagem com as das populações que, pelo contrário, foram aqui pouco retratadas. A falta de documentação que, para Lachartre, justifica esta lacuna, é também, como refere, testemunha do controle e repressão de que têm sido alvo as identidades urbanas moçambicanas : é o caso da classe operária e dos assimilados em regime colonial ; ou da estigmatização deste últimos ainda nos primeiros anos de independência por reproduzirem o modo de vida colonial e pequeno burguês. Note-se que a desqualificação da nova categoria de funcionários públicos e empregados de empresas estatais que emergira com a estatização da sociedade no período de ideologia socialista não acontece durante este período, como refere Lachartre, mas na sequência do alastramento da guerra e da aplicação do Programa de Reabilitação Económica.

Para colmatar a inexistência de informação qualitativa sobre os habitantes da cidade e as suas estratégias de urbanização, Lachartre recorre sobretudo a dados estatísticos e demográficos os quais têm sido privilegiados desde o tempo colonial, apesar de todas as limitações conhecidas. A autora critica todavia a importância atribuída à dimensão demográfica (especificamente, a aceleração, acentuada com a guerra, da taxa de urbanização e do crescimento urbano) como causa única da « crise

urbana », conforme a uma visão malthusiana dominante nos anos 1980. A ruptura com o regime económico e político socialista permitiu, como sublinha Lachartre, novas tendências explicativas que questionam a ordem urbana anterior e passam a responsabilizar as instituições públicas e os governantes pela crise da gestão urbana. Mas à indiferença e incompetência que afectavam estas instituições no período de inspiração socialista, vem juntar-se a corrupção com a abertura à economia de mercado, diminuindo a sua capacidade de resposta à crescente complexificação dos problemas : são particularmente apontados a deterioração do património imobiliário, a degradação e insuficiência dos serviços, das infraestruturas e dos equipamentos, o reforço da dualidade centro/periferia, a ocupação descontrolada e clandestina nos subúrbios bem como nos espaços reservados ou *non-edificandi* das áreas centrais. As políticas de ajustamento estrutural, que constituem juntamente com o multipartidarismo o pano de fundo da transição liberal desenhada em grande medida pela comunidade internacional, visam a integração do país no mercado mundial e a libertação dos bloqueios ao desenvolvimento criadas pelo governo de ideologia socialista. Embora sendo impostas como a única solução para ultrapassar a crise que este gerou e que a guerra acentuou, elas tornam-se de facto, como recorda Lachartre, um factor de agravamento da crise devido à diminuição dos salários que provocam, ao aumento dos preços, à supressão dos subsídios e da gratuitidade dos serviços sociais, ao aumento do desemprego e do sub-emprego. Como resultado, o sector informal explode, novas formas de pobreza urbana emergem e alastram, as desigualdades socioeconómicas agravam-se embora sejam relativizadas pelo discurso dominante como o preço a pagar pela transição. Com efeito, apesar do acentuar da crise, esta reforma económica não é contestada pelos defensores do neoliberalismo que se apoiam na melhoria dos indicadores macro-económicos embora esta só se comece a observar dez anos depois do lançamento das políticas de ajustamento estrutural. Por outro lado, as medidas que são propostas para aliviar os efeitos perversos mais visíveis destas políticas não visam a diminuição das desigualdades sociais : procuram-se formas de apoio e desregulamentação do sector informal, considerado o mercado livre ideal, e propõem-se medidas de alívio da pobreza urbana (especificamente o pacote das redes de segurança dirigido aos grupos mais vulneráveis) mas não se prevê suprimi-la. Alguns dos efeitos sociais das políticas de ajustamento estrutural são também aqui retratados : a crise na relação homem-mulher, o fenómeno das crianças de rua, a multiplicação de igrejas, a agudização do descontentamento popular que desencadeia movimentos sociais, greves, manifestações.

Para Lachartre, esta explosão social, sintoma do fracasso da liberalização económica, contribuirá para o processo de paz (1992) e convencerá os dirigentes do país da necessidade da liberalização política. Depois da revisão da Constituição em 1991 (que consagra a separação partido-Estado, o multipartidarismo, a constituição de partidos políticos, o pluralismo de opinião e de associação) e das primeiras eleições multipartidárias em sufrágio universal directo em 1994 (presidenciais e parlamentares), virá a longa batalha pela reforma da gestão urbana e o apoio à descentralização, aqui bem documentada por Lachartre. Considerada pelos seus mentores como a condição da sustentabilidade das instituições locais e da produtividade urbana, a reforma do sistema de governação local será conduzida pelo Banco Mundial que criará o Programa de Reforma dos Órgãos Locais e constituirá o Grupo Urbe (com apoio das Nações Unidas), os quais dinamizarão a reflexão e o debate sobre políticas urbanas, e mobilizarão para a descentralização em colaboração com outras organizações internacionais (Fundação Friederich Elbert ; AWEPA). Todas apelarão à entrada em cena de novos actores locais, públicos e privados, de novos modelos de participação, de novas modalidades de concertação e negociação. Sob pressão dos doadores e com grande polémica local será finalmente aprovada a

Lei das Autarquias Locais em 1997 e no ano seguinte realizar-se-ão as primeiras eleições municipais. A alta percentagem de abstenção (85 %) resulta da falta de crédito na vontade dos eleitos contribuírem para a melhoria das condições de vida da maioria da população; mas ela é também significativa da condução externa e de cima para baixo deste processo, da sensibilização tardia das autoridades locais e do fraco envolvimento das populações ou, como apontam críticos moçambicanos, da falta de uma real democratização da sociedade moçambicana, da incipiência de estruturas locais independentes e da recente emergência da sociedade civil (ONG's nacionais, associações, organizações de base, igrejas, ...). Em todo o caso, a municipalização, a descentralização, a liberdade de expressão, a liberalização do associativismo e da vida política, a possibilidade dos cidadãos elegerem os seus representantes locais, fazem parte do modelo de democracia ocidental, e são por isso mesmo mais dificilmente contestáveis por Lachartre. De facto, neste período de liberalização, é a violência simbólica exercida pelo mercado, sem necessidade de autoritarismo nem coerção, que, reforçando a segregação social e espacial, promovendo a corrupção, a marginalidade e a insegurança, dificultando a construção da própria democracia, é alvo das críticas mais acesas que aqui transparecem. Fica pois por saber como se configurará essa « ville en devenir » que Lachartre vê emergir deste processo duplo e contraditório de liberalização económica e política.

É o que se procura desvendar no último capítulo do livro que apresenta alguns exemplos característicos do novo modelo urbano que toma forma no quadro da liberalização económica e da mundialização do mercado sob égide do Banco Mundial. As cidades passam a ser consideradas como actoras do seu desenvolvimento e motoras do crescimento económico, o que determina a presença crescente dos grandes operadores internacionais interessados no desenvolvimento das actividades económicas no Sul. É assim que é lançada a operação de endereçamento com apoio da cooperação francesa e como suporte da política fiscal ou que é privatizada a gestão da distribuição da água com capital europeu. É também neste quadro que se retoma o processo de periferização (espacial e socioeconómica) da população de menos recursos, interrompido no período socialista, como forma de libertar os terrenos mais centrais e bem situados para investimentos mais lucrativos. Vemos assim, por um lado, o município de Maputo a aproveitar as cheias de 1997/1998 para deslocar a população de Polana Caniço (nos limites da cidade de cimento) para o Zimpeto na periferia da capital (operação que será acentuada com apoio internacional depois das cheias mais drásticas de 2000); ou o mesmo município decidido a deslocar os mercados informais para zonas menos estratégicas (deparando todavia aqui com a resistência de grupos cívicos). Vemos por outro lado os próprios mecanismos do mercado fundiário a acelerar o processo de estratificação (apesar da nova lei das terras, mais aberta ao jogo do mercado, ter resistido às pressões do Banco Mundial e EUA em vista à privatização do solo). A liberalização do parque imobiliário favorece a sua conservação, inserindo-se na lógica de valorização dos recursos urbanos, ao mesmo tempo que colabora na redistribuição da população e contribui para a construção de casas em alvenaria na periferia. Mas o exemplo mais paradigmático deste novo modelo de crescimento urbano aqui apresentado por Lachartre é a reabilitação e inserção na lógica da globalização dos corredores de Maputo, Beira e Nacala, novo pólos de expansão económica, concentrando centenas de investimentos abertos ao comércio mundial, que tendem a marginalizar as municipalidades incipientes mas em relação aos quais vai emergindo uma opinião pública crítica.

Dando-nos conta ao mesmo tempo da transformação das situações e das estratégias urbanas, Lachartre contribui com esta obra para a renovação da problemática urbana moçambicana, abordando temas como os modelos urbanos, os efeitos urbanos da liberalização económica, o processo de descentralização do

governo urbano, a cidadania, o universo cada vez mais complexo da gestão urbana ou da cidade no contexto da globalização.

Outubro 2001, Isabel RAPOSO

Renato LEMOS, *Benjamin Constant. Vida e História*, Rio de Janeiro, Topbooks, 1999, 571 p.

La biographie est un genre en pleine expansion dans les librairies brésiliennes. La plupart sont le fait de journalistes, et peu sont écrites par des universitaires. Exception à la règle, la vie et l'histoire de Benjamin Constant Botelho de Magalhães (1837-1891), considéré comme le fondateur de la République au Brésil, résultent de la thèse de doctorat de Renato Lemos, actuellement professeur d'histoire à l'Universidade Federal do Rio de Janeiro (UFRJ). Elle est publiée par la maison d'édition Topbooks qui s'illustre depuis plusieurs années en mettant à la disposition du public des ouvrages fondamentaux du XIX^e siècle ou du début du XX^e siècle, comme ceux de Joaquim Nabuco ou Manoel de Oliveira Lima.

L'auteur a travaillé plusieurs années dans la jolie villa où a vécu « Benjamin Constant », dans le quartier carioca de Santa Tereza, laquelle est ouverte à la visite. Son expérience de guide vaut au lecteur des considérations intéressantes sur les rapports entre l'historien, le public, le biographe, l'individu et la société dans laquelle il évolue.

La trajectoire de « Benjamin Constant » suscite l'intérêt à plusieurs titres. Ce Blanc pauvre s'est hissé au cœur des transformations politiques de la fin du XIX^e siècle, grâce à des aptitudes qui en ont fait un des professeurs de mathématiques les plus influents du Brésil impérial et un des pionniers du positivisme dans son pays. Il est en cela représentatif d'une série d'intellectuels et d'artistes, issus de milieux modestes, qui ont fait carrière à proximité des cercles de décision et n'ont jamais cessé de connaître des difficultés matérielles.

À travers Benjamin Constant, Renato Lemos explore la seconde moitié du règne de dom Pedro II, moins connue et moins saisissable que la première. À partir de la guerre du Paraguay, à laquelle participe Benjamin Constant, le doute gagne une partie de la société brésilienne sur la capacité de l'Empire à se réformer. Contrairement à une conception répandue du régime impérial, laquelle voit dans celui-ci la concrétisation de l'État moderne webérien et de la rationalité politique, Renato Lemos évoque le caractère corrompu des concours de recrutement, l'importance de la révolte du *vintém* en 1880 à Rio, le discrédit des deux grands partis politiques pour expliquer la lente défaveur qui finit par emporter dom Pedro et les siens. Benjamin Constant, hostile en bon positiviste aux révolutions violentes, se convertit assez brutalement au coup d'État dans lequel il joue le rôle principal. C'est par son intermédiaire en effet que se conjuguent les forces qui donnent naissance au gouvernement provisoire mis en place le 15 novembre 1889 : militaires représentant des intérêts corporatistes de l'Armée, positivistes, civils acquis à l'idée républicaine. Même si la proclamation de la République n'a pas été portée par une révolution populaire, Renato Lemos montre l'assez grande impopularité du gouvernement impérial et la conviction largement répandue dans la société brésilienne que la monarchie ne survivra pas au cacochyme dom Pedro II. Certains historiens ont même avancé l'hypothèse d'un coup d'État qui aurait prévenu un éventuel et redouté soulèvement. La peur de la révolution aurait ainsi amené le général Deodoro da Fonseca à la Proclamation (p. 387-388). Tous les secteurs organisés se sont en tout cas immédiatement ralliés au nouvel ordre des choses (p. 414).

Renato Lemos délimite le champ des forces au milieu desquelles Benjamin Constant, ministre de la Guerre, puis titulaire du nouvellement créé ministère de l'Instruction publique, des postes et télégraphes, s'efforce de maintenir l'équilibre. Sa mort, en janvier 1891, coïncide fortuitement avec l'éclatement de la coalition civilo-militaire qui avait renversé l'empire.

Benjamin Constant permet d'approcher aussi les contours du positivisme au Brésil. Jusqu'à l'étude de Renato Lemos, le seul livre important sur ce grand admirateur d'Auguste Comte et correspondant de Pierre Laffitte était le monument que lui a consacré en 1892 le chef de la religion de l'Humanité au Brésil, Raimundo Teixeira Mendes. L'Apostolat positiviste, sans cacher ses nombreuses divergences avec le fondateur de la République, a sculpté l'icône de ce grand homme que le Brésil a donné au monde. Le choix de Teixeira Mendes, pour doter les positivistes brésiliens d'un « bienfaiteur », s'est porté sur Benjamin Constant sans doute en raison du leadership incontestable que celui-ci exerçait sur ses nombreux élèves et disciples.

S'il y a des critiques à faire à Renato Lemos, c'est moins sur le fond que sur une forme qui accorde une place trop grande à des citations qui auraient été plus à leur place en annexe. Une construction plus synthétique et moins linéaire aurait facilité la lecture et l'utilisation de cette somme passionnante et sensible.

Armelle ENDERS

Marco MOREL, *Frei Caneca. Entre Marília e a Pátria*, Rio de Janeiro, ed. Fundação Getúlio Vargas, « Os que fazem a história », 2000, 96 p.

Le titre rétrograde de cette nouvelle collection de biographies (« Os que fazem a História »), et sa présentation tout aussi obsolète, ne doivent pas détourner le lecteur de l'excellent petit (en nombre de pages) livre de Marco Morel, spécialiste de la naissance de l'espace public au Brésil et auteur d'une belle thèse sur le sujet soutenue à Paris-I.

Pour comprendre le passage de l'Ancien Régime à la société politique moderne au Brésil, on ne saurait trop recommander la lecture de cet ouvrage, où la profonde culture historique de l'auteur et son souci pédagogique n'alourdissent jamais le propos. À travers frère Caneca, la plus remarquable figure de la Confédération de l'Équateur (révolution pernamboucaine de 1824), Marco Morel fait apparaître une société, son évolution, l'avènement d'une vie politique, la complexité des engagements, les contradictions des alliances. Il donne au passage quelques discrets et salutaires coups de griffes au libéralisme des Bragança, beaucoup plus tempéré que celui que célèbrent leurs admirateurs fascinés. Ainsi, à partir du cas pernamboucain et loin de la *Corte* de Rio de Janeiro, il permet d'entrevoir d'autres versions possibles de l'indépendance et de ses conséquences.

Armelle ENDERS

Franck RIBARD, *Le carnaval noir de Bahia. Ethnicité, identité et fête afro à Salvador*, préface de Kátia de Queiros Mattoso, Paris, L'Harmattan, 1999, 512 p. (« Collection Recherches et Documents - Amériques latines »).

Issu d'une thèse de doctorat en histoire soutenue à l'Université Paris IV-Sorbonne, l'ouvrage de Franck Ribard propose une approche socio-historique du carnaval de rue de Salvador de Bahia. Étayé sur des sources variées (articles de presse et de revues, archives de groupes carnavalesques, entretiens avec diverses figures de la galaxie afro-bahianaise, observations ethnographiques de la fête et de sa préparation), il analyse longuement les permanences et les transformations de l'identité ethnique de la population noire de la ville à partir des différentes manifestations de l'« événement-Carnaval ». Trois parties le structurent. La première se présente sous la forme d'une « approche théorique » qui situe le cadre de la réflexion de l'auteur dans deux chapitres consacrés aux différentes théories de l'ethnicité et du Carnaval rapportées au contexte brésilien et bahianais. Organisée autour de trois chapitres, la seconde rappelle l'histoire du Carnaval de rue de Salvador et en fournit une « analyse structurelle » où sont passés en revue ses différents éléments et moments. Les deux derniers chapitres qui constituent la dernière partie font enfin plus particulièrement apparaître la place désormais

occupée par le monde afro dans la fête carnavalesque. Au-delà d'une simple analyse du Carnaval de Salvador, le travail de Franck Ribard participe à ce titre aux nouveaux débats sur l'ethnicité dans le Brésil contemporain en soulignant, notamment, le rôle de plus en plus important que jouent aujourd'hui sur les scènes sociale et politique les acteurs qui se réclament d'une identité afro-brésilienne.

Dominique VIDAL

Iara Lis Carvalho SOUZA, *Pátria coroada. O Brasil como corpo político autônomo 1780-1831*, São Paulo, Unesp, 1999, 396 p.

L'histoire de l'indépendance du Brésil a bénéficié d'un vif regain d'intérêt ces dernières années. La plupart des travaux qu'elle a suscité l'insère dans la moyenne durée, entre la fin du XVIII^e siècle et l'abdication de dom Pedro I (1831), et n'accorde qu'une attention modeste au « moment » Ipiranga, sinon pour en montrer la construction et l'usage politique qui en a été fait. On songe aux ouvrages fondamentaux de Manoel Florentino (*Em costas negras : uma história do tráfico atlântico de escravos entre a África e o Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro, Arquivo Nacional, 1995), João Luís Fragoso (*Homens de grossa aventura. Acumulação e hierarquia na praça mercantil do Rio de Janeiro, 1790-1830*, Rio de Janeiro, Civilização brasileira, 1998), et de ces deux auteurs sur la bourgeoisie commerçante (et négrière) créole (*O arcaísmo como projeto. Mercado atlântico, sociedade agrária e elite mercantil no Rio de Janeiro, c.1790-c.1840*, Rio de Janeiro, Diadorim Editora Ltda, 1993), de Maria de Lourdes Viana Lyra sur les projets d'empire luso-brésilien (*A utopia do poderoso império*, São Paulo, Sette Letras, 1994), de Jurandir Malerba sur le séjour de la Cour portugaise à Rio (*A Corte no exílio. Interpretação do Brasil joanino (1808 a 1821)*, São Paulo, Cia Das Letras, 2000), de Maria Eurydice de Barros Ribeiro sur l'invention des symboles nationaux sous dom Pedro I (*Os símbolos do poder*, Brasília, Editora da Universidade de Brasília, 1995). Parmi ces publications, la thèse, puis le livre, de Iara Lis Carvalho Souza est sans doute un des plus complets sur les aspects politiques de l'indépendance, parce qu'il traite de la période 1780-1831, qu'il aborde le politique par toutes ses facettes, qu'il présente une synthèse intelligente de recherches de première main (dans les archives portugaises et brésiliennes) et de la bibliographie disponible.

Dans les premiers chapitres, l'auteur expose les conceptions politiques en vigueur au Portugal à la fin du XVIII^e siècle, ainsi que leur altération. Elle analyse les jeux entre les différents pouvoirs, le roi, les Cortes, et leurs réactions face aux défis que suppose l'administration par une métropole affaiblie d'un empire dispersé sur les cinq continents. Un des apports de ce travail est de montrer le rôle accru des pouvoirs locaux au Brésil, celui des conseils municipaux (et particulièrement celui de Rio de Janeiro) et des *juntas* provinciales dans ces années de transition. Iara Lis Carvalho Souza analyse les débats politiques qui agitent la capitale du Brésil et montre que la dichotomie qui oppose une faction plus conservatrice, menée par José Bonifácio de Andrada e Silva, au « parti » constitutionnel, *a priori* plus « progressiste », du chanoine Januário da Cunha Barbosa et Gonçalves Ledo, n'est pas pertinente. Au début des années 1820, le clivage passe plutôt entre le « parti » des grands commerçants, portugais ou créoles, fidèles à la monarchie et à la législation accordée depuis 1808, et, d'autre part, les propriétaires fonciers de la province de Rio, qui ont tendance à aligner leurs *desiderata* sur ceux des Cortes de Lisbonne. Lorsque les intérêts des élites du Brésil paraissent définitivement inconciliables avec ceux de leurs homologues métropolitains, dom Pedro s'impose comme la figure qui divise le moins les sujets américains du roi du Portugal. Ce « contrat » dure peu, dom Pedro I épuise son rôle et doit abdiquer en 1831.

La nature du pouvoir de dom Pedro, devenu empereur, fait aussi l'objet de développements, à partir des quelques textes dont on dispose, mais aussi à travers la politique symbolique mise en œuvre par le gouvernement. Le fil conducteur de cette

recherche est la construction (et la déconstruction) de dom Pedro I comme monarque. Cela vaut de belles pages, mais quelques longueurs (dans l'interprétation des œuvres) et un *post scriptum* un peu décevant. Dans le dernier chapitre, où il est question en 1862 de l'inauguration de la statue équestre du « fondateur de l'empire », place de la Constitution (actuelle place Tiradentes) à Rio, les conditions précises de la réhabilitation et de l'héroïsation de dom Pedro I sont confuses. À cette petite réserve près, on salue cette application réussie de l'histoire des pouvoirs au cas luso-brésilien.

Armelle ENDERS

Djibril TAMSIR NIANE, *Histoire des Mandingues de l'Ouest. Le Royaume du Gabou*, Paris, Karthala, 1989, 224 p.

Este livro vem na senda de uma serie de artigos e livros publicados por este historiador da Guiné Conakry que cedo se exilou em Dakar onde ocupou durante largos anos a função de responsável da Fundação Senghor e da sua revista *Éthiopiennes*. Tamsir Niane conhecia de perto o Almirante Teixeira da Mota, o grande impulsionador do Centro de estudos da Guiné portuguesa e depois de Centro de História e Cartografia antiga, com quem organizou em 1979 um importante colóquio sobre o Gabu (ou Gabou em francês, ou ainda Kaabu em mandinga) em Dakar, sob a presidência do então Presidente senegalês. Apesar das enormes, quase antagónicas, diferenças de percurso entre Tamsir Niane e Teixeira da Mota, a ambos se deve a valorização dos Mandingas ocidentais como verdadeiros herdeiros da saga de Sundyata Keit e do importante Império do Mali. Foi no Kaabu que se desenvolveu o sistema de poder conhecido como Mansaya e a utilização do comércio de longa distancia como elo fundamental na introdução de um sistema fiscal. Desafortunadamente o Kaabu foi também um dos campeos do comércio de escravos, e como tal original na introdução de uma relação nova com a costa e os povos que habitavam os « Rios de Guiné do Cabo Verde ».

Uma vida inteira dedicada a revelação de importantes fontes mandingas e a historiografia da África Ocidental fazem de Tamsir Niane um mestre incontornável, a quem devemos um dos épicos mais fabulosos a Sundyata Keita, o herói do Mali. Mas por causa desse mesmo percurso Tamsir Niane representa um momento particular da historiografia do continente, o momento em que os Africanos reconquistam o papel de interpretadores da sua própria História e competem com os estrangeiros para a demarcação de zonas de influência. Eis a escola da valorização das fontes orais e do conhecimento intrínseco das linguas endogenas, que permite um acesso abundante a fontes e lógicas até então ignoradas ou menosprezadas. Destes poucos se interessaram tanto pelo Kaabu como os mandingas como Tamsir Niane mas também Mody Cissoko.

O livro dado a estampa em 1989 já era velho quando foi lançado porque incapaz de fazer uma leitura dinâmica da História, e porque cheio de mitos relativamente fáceis de destruir, porque não estavam baseados em fontes acima de qualquer suspeita. Mesmo assim, e pela raridade das fontes disponíveis para perceber a formação do poder político e o comércio transatlântico na Guiné Bissau, Gambia e Casamansa, continua sendo uma referência obrigatória para os investigadores. Apesar da dispersa produção sobre o tema e neste livro que Tamsir Niane tenta racionalizar os diferentes elementos da sua análise.

Hoje regressado a Conakry, Tamsir Niane não parece ter tido mais tempo para actualizar este seu último produto de vulto, deixando para as novas gerações de historiadores africanos a tarefa de reequilibrar a balança da interpretação histórica, a favor de uma leitura menos mitológica que a que nos presta este volume.

Dezembro de 2000, Carlos LOPES